

Brochure n° 3287

Convention collective nationale

IDCC : 1947. – **NÉGOCE**
DE BOIS D'ŒUVRE
ET PRODUITS DÉRIVÉS
(3^e édition. – Juillet 2005)

AVENANT N° 2 DU 21 SEPTEMBRE 2005
À L'ACCORD FIMO/FCOS DU 11 JANVIER 2001

NOR : ASET0551305M
IDCC : 1947

PRÉAMBULE

Les entreprises de négoce sont confrontées à l'impossibilité d'inscrire dans un délai raisonnable les chauffeurs qu'elles veulent embaucher et qui ne sont pas titulaires de la FIMO en raison du faible nombre d'organismes de formation qui sont débordés par l'afflux de personnel à former.

Dans l'état actuel des dispositions conventionnelles, elles ne peuvent pas faire conduire ces chauffeurs et sont donc dans l'impossibilité de les embaucher.

Pour remédier à cette situation, les partenaires sociaux ont décidé d'un commun accord de modifier l'article 3.1 de l'accord de branche FIMO-FCOS du 11 janvier 2001 comme suit :

Article 1^{er}

*Modification apportée à l'article 3.1 :
formation initiale minimale obligatoire (FIMO)*

Pour tout chauffeur-livreur nouvellement recruté, non titulaire de sa FIMO, la formation pourra avoir lieu dans les 3 mois suivant son embauche pour le motif justifié suivant : délai d'obtention d'une place auprès de l'organisme de formation.

L'entreprise et le chauffeur devront pouvoir produire un document prouvant l'inscription nominative du chauffeur au stage de formation et la date de sa réalisation.

Article 2

Bilan et suivi des obligations de la FIMO-FCOS

D'une part, les parties signataires demandent que soit établi un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'avenant FIMO en date du 11 janvier 2001 ainsi que de ses avenants à destination des partenaires sociaux.

D'autre part, les parties signataires saisissent la CPNEFP sur les délais et modalités de mise en œuvre du présent avenant.

A ce titre, la CPNEFP aura mandat pour établir un cahier des charges, pour appel d'offres auprès des organismes de formation, dont le contenu devra obligatoirement, outre les modules de formation, préciser les points suivants :

- délai de passation de la FIMO ;
- coût de la formation ;
- pénalités éventuelles en cas de retard de mise en œuvre ;
- lieu de formation ;
- OPCA.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 132-10 du code du travail ainsi que d'une demande d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération française du négoce de bois (FFNB).

Syndicat de salariés :

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB) CFDT.